

Le Débat National sur l'Avenir de l'École

03 . Vers quel type d'égalité l'École doit-elle tendre ?

L'égalité des chances n'est pas assurée. Les enfants des cadres, des enseignants, des professions libérales ont de meilleures chances de réussite à l'école. L'école reproduit cette inégalité sociale ? L'école doit pourtant équilibrer les différences sociales.

Il faut faciliter l'accès à la culture en milieu rural pour équilibrer les chances par la mise en place d'intervenants en arts plastiques, musique, par exemple.

Il faut permettre l'accès au théâtre, aux musées... en accordant des moyens financiers.

Chaque cadre de vie a ses richesses. L'enfant en milieu rural, dans des classes à plusieurs niveaux, développe peut-être d'autres atouts. Il est plus autonome, plus ouvert...

L'ouverture culturelle vient aussi des parents. Il est nécessaire de convaincre les parents de l'utilité d'ouvrir l'école vers l'extérieur.

Une école des parents serait souhaitable pour expliquer l'intérêt d'une école ouverte.

Actuellement, l'école reproduit pratiquement les classes sociales existantes. Les inégalités se creusent, l'école ne suffit pas actuellement à inverser la tendance. Est-ce suffisant d'avoir un diplôme ?

Paradoxalement, la Bretagne est en tête au niveau du nombre d'enfants au baccalauréat mais en bonne place pour les 20/24 ans inscrits à l'ANPE ce qui génère de nombreux départs de la région. Les meilleurs la quittent. De nombreuses filières débouchent sur une impasse. L'égalité par les diplômes est impossible, mais on peut avoir une égalité de moyens que l'on s'oriente vers le baccalauréat ou vers un B.E.P..

Il faut revaloriser les métiers manuels qui ouvrent des emplois, donner plus d'importance aux B.E.P. et C.A.P..

La sensibilisation aux métiers manuels devrait se faire dès le primaire en variant les approches et les choix.

L'orientation, difficile en fin de 3^{ème}, serait peut-être à repousser.

Aujourd'hui, il n'y a pas d'adéquation entre les formations et les métiers.

Les statistiques sont connues sur l'orientation des élèves mais n'existent pas quant à la réussite professionnelle.

Il faut donner les mêmes moyens pour tous (quel que soit le lieu où se situe l'école), c'est une façon de tendre aussi vers l'égalité des chances.

La différence entre les écoles de certaines villes qui financent les activités (piscine par exemple) et mettent à disposition des animateurs et des écoles de campagne aux moyens beaucoup plus limités est souvent flagrante.

L'Education Nationale impose une activité piscine mais ne donne pas les moyens financiers.

Les classes de niveaux reproduiraient très vite des différences – c'est irréaliste.

Il faut s'adapter à l'élève, le travail par cycles en primaire est un moyen d'y répondre, mais sont-ils toujours mis en place ? Les parents et les enseignants restent pourtant encore très attachés à la notion de « classe ». La notion de groupes de niveau n'est pas pertinente, il vaut mieux penser en groupes de besoin, transitoires, qui vont évoluer.

L'hétérogénéité permet une réponse plus personnalisée. La présence d'autres personnels pour aider les enseignants est réclamée (psychologue). Le départ des aides-éducateurs est considéré comme un recul dans le domaine du soutien personnalisé, par exemple.

On se doit de revaloriser les filières professionnelles après ces années où on poussait les élèves à aller jusqu'au baccalauréat au risque de les voir se décourager devant de trop grandes difficultés. Certains sont soulagés dès leur orientation vers des filières professionnelles car ils ne sont plus obligés de faire ce qu'ils ne veulent, ou ne peuvent, pas faire.

Il faudrait multiplier les stages en entreprise au collège, il y a un défaut d'ouverture sur l'extérieur.

L'autonomie des établissements n'est pas une bonne chose, il faut que chaque établissement se situe dans une perspective nationale.

08 . Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Les enfants travaillent rarement trop longtemps à la maison.

Il faut réapprendre aux enfants le sens de l'effort, le goût de l'effort gratuit. Ils reculent souvent devant la moindre difficulté.

Les enfants sont souvent trop maternés par leurs parents.

Le rôle de la télévision est dénoncé, elle anéantit l'idée de l'effort : tout y paraît trop facile. On peut devenir une « star » en une semaine.

Les devoirs écrits sont interdits mais l'élève doit pouvoir travailler un peu chaque soir, en faisant de la lecture ou en apprenant des leçons par exemple.

Dans la vie actuelle, les moments pendant lesquels les parents et les enfants sont ensemble sont de plus en plus courts ; c'est un problème important au niveau de la communication dans la famille.

Un enseignant voit plus longtemps l'enfant que ses propres parents.

Il faut donner du sens à ce que l'on fait, la récompense de l'élève n'est pas immédiate, il travaille pour son avenir. Il faut le préparer à la vie, le frustrer, être plus ferme. Ceci implique d'avoir un langage identique entre parents et enseignants et marcher dans le même sens. S'il y a un problème, le parent devrait dialoguer avec l'école et non dénigrer celle-ci devant l'enfant.

Il faut aussi laisser à l'élève le temps de jouer même à l'âge du collègue.

Le mot « redoublement » est mal choisi, il n'existe plus en primaire : c'est un prolongement de cycle avec un bilan des acquis... si les cycles étaient réellement mis en place. Il convient de ne pas refaire exactement ce que l'on a fait auparavant. Il faut positiver ce prolongement, ce doit être le moyen de se remettre en selle pour continuer et non être perçu comme un échec.

Les programmes sont nationaux mais le choix des méthodes doit rester personnel. L'objectif doit être commun mais la liberté pédagogique doit être laissée aux enseignants. Le changement d'enseignants n'a pas beaucoup d'influences négatives pour l'élève. Ce n'est pas toujours mauvais de changer de méthode d'une année à l'autre. L'enseignant doit être heureux dans ses méthodes. Il n'y a pas de « méthode miracle ».

Dans une classe hétérogène ou à plusieurs cours le tutorat d'un élève vers un camarade est considéré comme efficace.

L'intervention d'autres personnes dans la classe pour le soutien est souhaitée.

L'ouverture de l'école aux personnes extérieures demeure difficile : c'est l'institution scolaire qui la rend compliquée.

Les différences de moyens entre les communes rendent l'école inégalitaire. L'État s'est trop déchargé sur les collectivités locales.

Les enseignants ont une formation, en faudra-t-il une aussi pour les parents ?

16 . Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?

Le rôle important des parents est souligné. L'éducation doit se faire d'abord à la maison. Ce n'est pas à l'école d'apprendre la politesse aux enfants.

Il est recommandé de faire venir les parents à l'école, il faut que l'enfant se rende compte que les parents s'intéressent à son travail scolaire. Les parents doivent demander aux enfants de leur raconter leur journée et aller voir régulièrement les enseignants.

Les parents doivent éviter de dénigrer l'enseignant devant les enfants et lui faire confiance en ce qui concerne la pédagogie. Si les enfants savent qu'il y a conflit avec l'école, ils vont s'en servir. On doit laisser la pédagogie aux enseignants.

Les rencontres parents-professeurs sont enrichissantes. Il faut développer les contacts en tenant compte des disponibilités horaires, inviter les parents plus rapidement en cas de problèmes.

Le problème des parents qui ne se rendent jamais à l'école demeure. Faut-il institutionnaliser ces rencontres comme cela se passe au collège et rémunérer ce travail supplémentaire qui pourrait alors avoir lieu le samedi matin, par exemple. Cela permettrait aux parents, notamment ce qui ne vont jamais à la sortie des classes (cas des regroupements pédagogiques intercommunaux où les élèves rentrent en car), qui hésitent à déranger l'enseignant, à le faire plus facilement.

05 . Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Une constatation par l'ensemble des participants : les programmes viennent à peine d'être écrits, pourquoi faudrait-il réfléchir à un socle commun de connaissances ou de compétences aujourd'hui ? Pourquoi changer les nouveaux programmes (très récents) ?

Il y a peut-être des éléments du programme qui ne sont pas à assurer par les enseignants (sécurité routière, environnement, par exemple...).

On note un manque de continuité école/collège/lycée même si les programmes ont changé. Il faudrait une prise en compte des connaissances acquises à l'école (par exemple en anglais) au collège.

L'apprentissage des langues n'est pas satisfaisant : un travail en immersion serait beaucoup plus efficace (par exemple une journée par semaine) dès la grande section. Peut-être consacrer une année scolaire en totale immersion ? Le problème, ce sont les moyens pour l'école.

L'apprentissage des langues régionales n'est pas favorisé par manque de moyens. Il y a peu d'enseignants aptes et la formation de jeunes enseignants n'est pas encouragée. Il faut avoir un niveau de breton excellent pour avoir une chance de pouvoir l'enseigner.

Importance de la polyvalence par rapport au caractère national des programmes. Refus d'un « minima éducatif ».

On ne pourra pas réduire la proportion de jeunes sortant de l'école sans qualification. Une part d'échec scolaire inhérent à l'école (non réductible). Il n'y a pas de moyens et ce n'est pas du ressort de l'école de gérer l'environnement social de l'école. On n'est pas responsable de tout.

La lutte contre l'illettrisme est contradictoire avec l'anglais au primaire et le refus du redoublement.

Les enseignants ne sont pas les acteurs principaux du comportement des élèves, ils y sont confrontés mais ne peuvent pas résoudre tous les problèmes. Cela renvoie à de grandes questions de société. Quelle société veut-on pour nos enfants ???

21. Faut-il redéfinir les métiers de l'école ?

Le choix du métier, de la part des enseignants, c'est la polyvalence. Il y a un refus très marqué de remettre en cause cette polyvalence.

La plupart des enseignants présents s'accordent sur la volonté d'avoir une meilleure formation pour enseigner en école maternelle. Elle est actuellement insuffisante à l'IUFM.

Utilité du décloisonnement au sein de chaque école mais refus de l'aspect systématique. Le décloisonnement doit rester une « sauce interne » à l'école où on enseigne, d'où la remise en cause des postes fléchés dans le primaire. On ne doit pas généraliser ces postes fléchés.

Le rôle du directeur peut être revu mais les avis sont partagés. Le directeur se trouve responsable de beaucoup de choses sans être physiquement présent parfois (cas de la piscine ou des sorties de l'école). Il donne son accord en faisant confiance à ses adjoints.

Avant, il fallait demander son accord à l'inspecteur de l'éducation nationale. Les directeurs ne devraient pas avoir à donner leur accord pour les sorties.

Si on ne renforce pas le rôle du directeur, il faut qu'il y ait un réel partage des responsabilités, pourquoi pas une direction collégiale ? Les avis sont très partagés sur la question. Qu'en serait-il en cas de changement des enseignants ? Notre secteur, en limite de département, est marqué par une forte rotation de ceux-ci.

Il faudrait que tous les enseignants prennent leur part de responsabilité. Ainsi il serait plus facile pour le directeur de rencontrer les élus ou les parents en cas de problèmes en étant tous ensemble.

L'idée d'un chef déplaît à beaucoup. Pour d'autres, il est bon qu'il y ait une référence car sinon il y a un risque de dilution.

Dans les cas, de plus en plus nombreux, de procès intentés aux directeurs et aux enseignants, on constate un désengagement de l'État. Il ne doit pas se retirer face à ses responsabilités. Il faut diminuer le poids des responsabilités du directeur.

Le problème de la formation des directeurs est soulevé. La formation est tardive pour les « faisant-fonction ». Beaucoup de sortants de l'IUFM occupent un poste de direction comme premier poste. Les jeunes collègues devraient pouvoir commencer sur des postes réservés et ne pas avoir de direction, la première année, sans l'avoir souhaité.

La rémunération des directeurs est à revoir à la hausse, elle ne correspond pas à la charge réelle imposée par les responsabilités.

Une décharge de direction devrait être accordée, même pour les toutes petites écoles (à deux ou trois classes). Cela pourrait être une demi-journée par semaine ou une journée tous les quinze jours. Un maître supplémentaire par école ou par secteur permettrait la prise en charge des élèves pendant les concertations de l'équipe éducative.

Il faudrait un temps de décharge pour travailler en équipe. Ce temps n'impliquant pas la non-prise en charge des élèves. On pourrait imaginer une prise en charge associative (activités sportives ou culturelles...) ou par des enseignants surnuméraires.

Le travail en équipe après la classe n'est pas forcément efficace de par la fatigue de la journée.

La liberté pédagogique doit être laissée à l'enseignant.

Constat d'un fossé pédagogique entre école, collège et lycée. On ne voit pas de décloisonnement en collège. Ni de « projet pédagogique ». Qui doit s'adapter ? Le collège ou l'école ?

Problème de l'orientation à la fin du collège, à la fin du lycée.

Au lycée, sous prétexte de responsabiliser les élèves, on a tendance à écarter les parents. Il est difficile d'obtenir des informations sur ce que fait son enfant en classe, ou sur son orientation possible. Il est difficile de prévoir son orientation à la fin de la terminale.

16 . Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative - en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?

On constate tous de plus en plus d'absentéisme à l'école. Les parents écoutent trop leurs enfants. Est-ce aux enfants de décider ? Il est nécessaire de pouvoir alerter les services sociaux en cas d'absences répétées car tout cela a un impact négatif sur la scolarité.

Il y a un aspect consommateur des parents d'élèves. Pour éviter les changements d'écoles bien trop fréquents, il faudrait limiter le nombre d'inscriptions possibles dans différentes écoles.

Il faut redéfinir des règles claires. On a intérêt à réaffirmer les valeurs de l'école, même au risque de perdre des élèves, à condition d'avoir un soutien de la hiérarchie en cas de chute d'effectifs (pas de fermeture autoritaire).

Ce ne sont pas aux parents de choisir l'école, les enseignants.

Les écoles privées devraient être financées par des fonds privés. C'est très important dans la transformation de l'attitude des parents vis-à-vis de l'école publique.

C'est de laisser le choix qui incite à une attitude de consommateurs ; définir une carte scolaire : quelle école pour quelle commune.

Il devrait exister une « école des parents », car ceux-ci sont parfois démunis dans l'éducation de leurs enfants. Elle pourrait se faire par le biais d'éducateurs et organisée par la Justice. Il manque des débats à destination des parents pour qu'ils puissent parler de leurs difficultés mais ce n'est pas aux enseignants de les organiser.

On constate un manque d'information sur le métier d'enseignant aux parents.

Ceux-ci ne voient pas le travail en dehors de la présence des élèves et pourtant il existe et est loin d'être négligeable. Il faudrait qu'ils sachent ce qu'est le travail d'un instituteur. Son travail ne se limite pas aux horaires de présence devant les enfants.

Les parents n'ont pas conscience du travail hors-classe. Cette information éviterait bien des conflits au sein des écoles. Avant dans les campagnes, les instituteurs étaient très présents dans leur école, très impliqués dans leur commune, ce n'est plus le cas pour beaucoup. Ceci ne veut pas dire qu'ils enseignent moins bien. Le métier a évolué mais personne ne semble s'en rendre compte.

On note la grande importance du rôle des Associations de Parents d'Élèves pour faire se rencontrer parents et enseignants dans de bonnes conditions. Beaucoup de demandes viennent du manque de moyens financiers d'où la nécessité de faire des fêtes, des repas, des spectacles, des kermesses pour financer le matériel ou les sorties scolaires.

Les écoles dépendent trop des collectivités locales pour leur financement. Certaines petites communes rurales ont très peu de moyens ce qui conduit à une inégalité scolaire. D'autres ne souhaitent pas aider davantage leurs écoles tout en ayant quand même les moyens de le faire.

Cela devrait être harmonisé au niveau national (certaines obligations), au niveau des communautés de communes ou des départements. Les collectivités ne doivent pas se désengager mais définir les règles clairement.

L'État n'a pas toujours respecté les enseignants, un de nos ministres (Allègre) a donné une image déplorable de leur fonction aux parents. Les enseignants ont été blessés durablement. Ils attendent de leurs ministres plus de considération et de soutien.

L'école n'est pas une entreprise, on ne peut pas parler de rentabilité à son sujet. Certains parents souhaitent que l'on forme une élite écrasant éventuellement les autres sur leur passage. Les élèves ne sont pas des marchandises. Les enseignants ne sont pas un « stock » ou « des moyens » comme parfois on l'entend au niveau de la hiérarchie.

Les règles de vie sont décidées en commun entre les élèves et les enseignants même si certaines choses ne sont pas négociables. On parle beaucoup de droits de l'enfant mais qu'en est-il de ses devoirs ?

Il y a une prise en compte plus grande de ce que pense l'élève, de ce qu'il veut, actuellement.

Trois priorités pour l'école

- 1- revaloriser les filières professionnelles
- 2- conserver un socle commun de connaissances et la polyvalence des enseignants du primaire.
- 3- réaffirmer les valeurs de l'école publique.